



La liberté d'informer est en danger

Le président de l'Autorité de la concurrence, M. Bruno Lasserre, vient de déclarer dans une interview au *Monde* « **qu'il faudrait revoir les règles de concentration des médias afin de faire émerger des acteurs forts** ». Un encouragement pour les patrons de presse, écrite et audiovisuelle, à terminer leur mise à mort du pluralisme.

M. Lasserre est un libéral convaincu et assumé ; il s'était déjà illustré au ministère des Postes et Télécommunications en mettant en œuvre la libéralisation du secteur et la privatisation de France Télécom.

On comprend ainsi pourquoi l'Autorité de la concurrence, sous sa direction, ne s'est jamais opposée aux concentrations dans la presse comme à la radio et à la télévision.

Comme Nicolas Sarkozy, il plaide pour des grands groupes, sans aucune réserve. Plaide-t-il aujourd'hui pour permettre aux Drahi, Bolloré et autres Niel de poursuivre leur grand œuvre de démolition des acquis du Conseil national de la Résistance qui souhaitait mettre les médias à l'abri des puissances d'argent ? On peut le penser.

Le trio Hollande, Valls et Macron n'aura de toute évidence pas un mot pour dénoncer une prise de position grave de conséquences pour l'avenir de l'information en France. Le pays est entré dans une période de régression inquiétante de la qualité de l'information et revient à un contrôle sournois de l'information due au public. On en veut pour preuve une nouvelle baisse du nombre de journalistes en 2015, alors que le nombre de supports ne cesse d'augmenter avec les terminaux numériques.

Les néolibéraux veulent accroître leur mainmise sur l'information comme sur le code du travail. Pour perpétrer la casse sociale à laquelle ils se livrent à coup de 49-3, ils ont besoin d'une presse asservie.

Le SNJ-CGT dénonce ces politiques antidémocratiques qui ramènent la France parmi les pays les plus autoritaires où la liberté de l'information et la liberté d'expression sont les plus malmenées.

Montreuil, le 07/07/2016